

# TABLE DES MATIÈRES

(Le premier chiffre renvoie au numéro du paragraphe, le second à la page)

1. Plan de l'introduction . . . . .	1
-------------------------------------	---

## TITRE I

### Entrée en matière

#### CHAPITRE I

##### Droit et droits

2. Les divers sens du mot « droit » . . . . .	3
---	---

###### Section I. — *Le Droit objectif*

3. Plan . . . . .	4
-------------------	---

###### § 1. — *Les règles de droit*

4. Droit et règle . . . . .	5
5. A. Règles de droit et autres règles . . . . .	5
6. Droit et religion . . . . .	6
7. Droit et morale . . . . .	7
8. Droit et justice . . . . .	10
9. Droit et équité . . . . .	11
10. Droit et politique . . . . .	13
11. Règles de droit et règles sociales . . . . .	14
12. Critère de la règle de droit . . . . .	15
13. B. Règles de droit et comportements de fait . . . . .	16
14. Facteurs de distanciation . . . . .	17
15. L'application de la règle de droit . . . . .	18
16. La règle, le fait et l'apparence . . . . .	19
17. La règle, la situation et la fraude . . . . .	21

###### § 2. — *La philosophie du droit*

18. Philosophie et théorie générale du droit . . . . .	23
19. Histoire des idées . . . . .	24
20. La Grèce . . . . .	25

21. Rome . . . . .	26
22. Le Christianisme . . . . .	27
23. Les tendances absolutistes . . . . .	29
24. L'École du Droit naturel . . . . .	31
25. Le développement de la pensée moderne . . . . .	32
26. La pensée allemande . . . . .	33
27. La pensée anglaise . . . . .	37
28. La pensée française . . . . .	38
29. Marx et les marxismes . . . . .	42
30. Autres courants . . . . .	43
31. Le choix fondamental : idéalisme ou positivisme . . . . .	44
32. Les finalités du droit . . . . .	46

*§ 3. — Le droit et la science*

33. A. Le droit considéré comme une science . . . . .	47
34. 1 <sup>o</sup> Science de l'élaboration de la règle . . . . .	48
35. 2 <sup>o</sup> Science de l'application de la règle . . . . .	50
36. 3 <sup>o</sup> Science de l'interprétation de la règle. L'herméneutique juridique . . . . .	52
37. B. Le droit et les autres sciences . . . . .	52
38. 1 <sup>o</sup> Le droit et les sciences normatives . . . . .	52
39. La logique juridique . . . . .	53
40. L'argumentation . . . . .	55
41. 2 <sup>o</sup> Le droit et les sciences positives . . . . .	57
42. a) L'histoire du droit . . . . .	58
43. b) Le droit comparé . . . . .	59
44. La diversité des droits . . . . .	60
45. Système romano-germanique . . . . .	61
46. Pays de common law . . . . .	61
47. Les droits socialistes . . . . .	62
48. Systèmes philosophiques ou religieux . . . . .	62
49. c) La sociologie juridique . . . . .	63
50. d) L'ethnologie et l'anthropologie juridiques . . . . .	65
51. e) L'informatique juridique . . . . .	66

*§ 4. — Les divisions du droit*

52. Fondement des divisions . . . . .	67
53. A. Droit national et droit international . . . . .	68
54. Divisions du droit international . . . . .	68
55. B. Droit public et droit privé . . . . .	69
56. Le droit public et ses divisions . . . . .	69
57. Différences entre le droit public et le droit privé . . . . .	70
58. Critiques adressées à la distinction . . . . .	71
59. Conclusion . . . . .	72
60. C. Le droit privé et ses divisions . . . . .	75
61. Le droit commercial . . . . .	75
62. Le droit du travail . . . . .	76
63. Le droit civil, droit privé commun . . . . .	77
64. D. Objet du droit civil . . . . .	78
65. 1 <sup>o</sup> Les personnes, sujets de droit. Personnes physiques et personnes morales . . . . .	78
66. État et capacité des personnes . . . . .	79
67. 2 <sup>o</sup> Les droits et obligations privés . . . . .	81

Section II. — *Les droits subjectifs*

68. La notion de droit subjectif . . . . .	82
69. Critique du droit subjectif. La notion de situation juridique . . . . .	83
70. Persistance de la notion de droit subjectif. Tempéraments . . . . .	84
71. 1 <sup>o</sup> Statuts légaux. Institutions . . . . .	85
72. 2 <sup>o</sup> Abus des droits . . . . .	86

## CHAPITRE II

**Sources historiques  
et évolution du droit civil français**

73. Sources historiques et sources actuelles . . . . .	88
74. Droit écrit et droit non écrit . . . . .	88
75. Plan . . . . .	88

Section I. — *Ancien Droit*§ 1. — *Sources*

76. Coutumes. Pays de coutume et pays de droit écrit . . . . .	89
77. Rédaction des coutumes . . . . .	90
78. Les autres sources du droit. Facteurs d'unité . . . . .	90

§ 2. — *Caractères généraux de l'Ancien droit civil*

79. Principes . . . . .	91
80. A. Personnes et famille . . . . .	92
81. B. Successions . . . . .	92
82. C. Propriété et droits réels . . . . .	93
83. D. Droit des obligations et des contrats . . . . .	94

Section II. — *Le Droit intermédiaire*

84. Tendances du Droit intermédiaire . . . . .	94
85. Tentatives de codification . . . . .	95
86. Réformes du Droit intermédiaire . . . . .	95

Section III. — *Le code civil*§ 1. — *Confection du code civil*

87. Élaboration du code . . . . .	96
88. Vote et promulgation . . . . .	97
89. Abrogation du droit civil antérieur . . . . .	97

*§ 2. — Tableau des institutions fondamentales du code civil*

90. Traits caractéristiques . . . . .	98
91. A. Droit des personnes et de la famille . . . . .	98
92. Rapports entre époux et régime matrimonial . . . . .	99
93. Rapports entre parents et enfants . . . . .	99
94. Successions . . . . .	100
95. B. Propriété et droits réels . . . . .	102
96. C. Obligations, contrats et délits civils . . . . .	102
97. Méfiance envers les personnes morales et les associations . . . . .	103
98. Libéralités . . . . .	104
99. Règles applicables à toutes les libéralités . . . . .	104
100. Règles applicables aux donations entre vifs . . . . .	105
101. Règles applicables aux testaments . . . . .	106

*§ 3. — Appréciation critique du code*

102. Succès du code en France et à l'étranger . . . . .	106
103. Ses qualités . . . . .	107
104. Critiques . . . . .	108

Section IV. — *L'évolution du droit civil depuis 1804**§ 1. — Le droit civil de 1804 à 1940*

105. Facteurs de l'évolution . . . . .	109
106. Activité législative et jurisprudentielle au XIX <sup>e</sup> et au XX <sup>e</sup> siècle . . . . .	110
107. A. Droit des personnes et de la famille . . . . .	110
108. B. Successions . . . . .	111
109. C. Propriété . . . . .	111
110. D. Contrats . . . . .	112
111. E. Responsabilité civile . . . . .	113
112. F. Personnes morales . . . . .	113

*§ 2. — Le droit civil pendant l'Occupation*

113. Esprit général de la législation . . . . .	113
114. Nullité de cette législation . . . . .	114

*§ 3. — Le droit civil depuis la Libération*

115. La IV <sup>e</sup> République. Influence étatiste et socialiste . . . . .	114
116. Tableau des principales réformes . . . . .	114
117. La Ve République . . . . .	115
118. La révision du code civil . . . . .	117

## TITRE II

## Le droit objectif

119. Unité et diversité. La pluralité des sources . . . . .	121
120. Conflits de lois dans les rapports internationaux du droit privé . . . . .	122
121. Nul n'est censé ignorer la loi . . . . .	122
122. Plan . . . . .	124

## Sous-titre I

## Le droit écrit

123. Définitions. Droit légiféré et droit non légiféré . . . . .	125
--	-----

## CHAPITRE I

## Le droit légiféré

124. Définition et caractères généraux de la loi . . . . .	126
125. Plan . . . . .	127

Section I. — *Hiérarchie des sources de la légalité*

126. Signification de la hiérarchie . . . . .	127
127. A. Lois constitutionnelles . . . . .	128
128. B. Lois organiques . . . . .	130
129. C. Traité s . . . . .	130
130. Le droit communautaire . . . . .	131
131. D. Lois ordinaires . . . . .	133
132. Les différentes sortes de lois ordinaires . . . . .	134
133. E. Décrets ayant valeur législative. Décrets-lois. Ordonnances	135
134. F. Les règlements administratifs . . . . .	139
135. Principes de délimitation des domaines respectifs de la loi et du règlement . . . . .	141
136. Domaine de la loi . . . . .	142
137. Domaine du règlement . . . . .	143
138. Sanction de la délimitation . . . . .	144
139. G. Conclusions. 1 <sup>o</sup> Les origines de la législation . . . . .	144
140. 2 <sup>o</sup> Les caractères de la législation . . . . .	145
141. 3 <sup>o</sup> Le contenu de la législation . . . . .	146
142. 4 <sup>o</sup> La codification . . . . .	147

Section II. — *Effets de la légalité*

143. Plan . . . . .	148
---------------------	-----

§ 1. — *Domaine d'application*

144. Législation relative aux départements d'Alsace et de Moselle .	148
145. Législation applicable dans les départements et territoires d'Outre-Mer . . . . .	150

§ 2. — *Force obligatoire*

## I. — Durée de la force obligatoire

146. Définitions : entrée en vigueur et force obligatoire . . . . .	150
147. A. Promulgation et publication. Définitions . . . . .	151
148. 1 <sup>o</sup> Promulgation . . . . .	151

149. 2 <sup>e</sup> Publication. Évolution législative . . . . .	152
150. Législation sur la publication. Rôle du « Journal officiel » . . . . .	153
151. Publication en cas d'urgence . . . . .	154
152. Hypothèses de retard apporté à la mise en vigueur d'une loi . . . . .	154
153. Désignation des lois . . . . .	155
154. Erreurs commises dans la publication de la loi : valeur des errata . . . . .	155
155. Publication des décrets . . . . .	157
156. Publication des arrêtés . . . . .	157
157. B. Abrogation, expresse ou tacite. Abrogation de la loi . . . . .	159
158. La loi peut-elle être abrogée par la désuétude? . . . . .	160
159. Abrogation des règlements administratifs . . . . .	161

## II. — Portée de la force obligatoire

160. Caractère contraignant des règles . . . . .	161
161. Les degrés de la force obligatoire de la légalité. Lois impératives et lois supplétives ou interprétatives . . . . .	162
162. Les règles d'ordre public . . . . .	165

### *§ 3. — Application dans le temps*

163. Le droit et le temps. Position du problème . . . . .	166
---	-----

## I. — La loi n'a pas d'effet rétroactif

164. A. Sens de la règle . . . . .	168
165. B. Justification de la règle . . . . .	169
166. C. A qui s'impose la règle ? . . . . .	170
167. D. Exceptions à la règle . . . . .	171

## II. — La loi nouvelle régit seule, en principe, l'avenir

168. Difficultés soulevées par cette règle . . . . .	174
169. Théorie des droits acquis . . . . .	175
170. Premier cas : la loi nouvelle modifie les conditions de réalisation d'un fait ou d'un acte juridique . . . . .	176
171. Deuxième cas : la loi nouvelle modifie les conséquences d'une situation juridique. Effet immédiat . . . . .	177
172. Exception : les effets des contrats conclus antérieurement échappent à la loi nouvelle . . . . .	178
173. Rôle de l'ordre public . . . . .	180
174. Dispositions transitoires . . . . .	180

### *§ 4. — Interprétation de la règle de droit écrit*

175. Domaine de l'interprétation . . . . .	181
176. Autorités dotées du pouvoir d'interprétation . . . . .	183
177. Maximes d'interprétation . . . . .	184
178. Méthodes d'interprétation. L'exégèse . . . . .	185
179. La crise de la méthode exégétique . . . . .	186
180. Évolution des idées . . . . .	187
181. Pluralisme des méthodes . . . . .	189

## CHAPITRE II

**Le droit non légiféré**

182. Diversification des modes de création du droit écrit . . . . .	191
183. Circulaires administratives . . . . .	192
184. Réponses des ministres aux questions écrites des parlementaires . . . . .	193

## Sous-titre II

**Le droit non écrit**

185. Plan . . . . .	194
---------------------	-----

## CHAPITRE I

**La coutume**Section I. — *La notion de coutume*

186. Imprécision de la terminologie . . . . .	195
187. Comment un usage peut acquérir force de loi ? . . . . .	196
188. Qualités que doit présenter un usage pour constituer une coutume . . . . .	196
189. Valeur respective de la loi et de la coutume . . . . .	198

Section II. — *Le rôle de la coutume*

190. Survivance des coutumes de l'Ancien Droit . . . . .	199
191. Coutume <i>secundum legem</i> . . . . .	200
192. Coutume <i>praeter legem</i> . . . . .	201
193. Coutume <i>contra legem</i> . . . . .	202
194. Connaissance et preuve de la coutume . . . . .	202
195. Contrôle de la Cour de cassation . . . . .	203

## CHAPITRE II

**La jurisprudence**

196. Plan . . . . .	205
---------------------	-----

Section I. — *L'organisation judiciaire*§ 1. — *Les grands principes de l'organisation judiciaire*

197. Justice publique et arbitrage privé . . . . .	205
198. La séparation des pouvoirs . . . . .	207
199. Tribunaux de l'ordre judiciaire et juridictions administratives	207

200. Compétence . . . . .	208
201. Voies de recours . . . . .	209
202. A. Voies de recours ordinaires . . . . .	209
203. B. Voies de recours extraordinaires . . . . .	210

*§ 2. — Les tribunaux de l'ordre judiciaire*

204. Ordres de juridictions . . . . .	210
---------------------------------------	-----

I. — Juridictions du premier degré

205. Juridictions de droit commun et juridictions d'exception . . . . .	212
206. Tribunaux de droit commun : tribunaux de grande instance . . . . .	212
207. Les diverses juridictions d'exception . . . . .	214

II. — Juridictions d'appel

208. Les cours d'appel . . . . .	215
----------------------------------	-----

III. — La Cour de cassation

209. A. Principes. Nécessité d'une interprétation uniforme . . . . .	216
210. Cour de cassation et juridiction d'appel . . . . .	216
211. B. Organisation de la Cour de cassation et mécanisme du pourvoi en cassation . . . . .	218
212. Évolution législative . . . . .	218
213. Système actuel . . . . .	220
214. Rôle de la Cour de cassation . . . . .	224

*§ 3. — Le personnel judiciaire*

215. Catégories de personnel judiciaire . . . . .	225
216. Les magistrats du siège et du ministère public . . . . .	225
217. Les auxiliaires de la justice . . . . .	228

Section II. — *La jurisprudence source de droit*

*§ 1. — Les objections possibles*

218. Séparation des pouvoirs . . . . .	230
219. Interdiction de prendre des dispositions d'ordre général . . . . .	231
220. Relativité de la chose jugée . . . . .	231

*§ 2. — Justification du pouvoir de la jurisprudence*

221. Rôle du juge dans sa fonction contentieuse . . . . .	232
222. Utilisation des précédents judiciaires . . . . .	234
223. Autorité des règles de droit jurisprudentielles . . . . .	237
224. La loi et la jurisprudence. Leurs interférences . . . . .	239
225. L'interprétation de la jurisprudence . . . . .	241

*§ 3. — Documents permettant de connaître la jurisprudence*

226. Recueils de jurisprudence et fichiers d'arrêts . . . . .	242
---	-----

## CHAPITRE III

**La doctrine**

227. Notion de doctrine . . . . .	244
-----------------------------------	-----

*Section I. — Rôle de la doctrine*

228. La doctrine n'est pas en France une source de droit . . . . .	244
229. Influence de la doctrine . . . . .	245

*Section II. — Aperçu sur la littérature juridique française*

230. Diverses sortes d'ouvrages . . . . .	245
231. Doctrine classique . . . . .	246
232. Doctrine moderne . . . . .	246

## CHAPITRE IV

**Les principes généraux du droit**

233. Existence des principes généraux . . . . .	248
234. Nature des principes généraux . . . . .	249
235. Diversité des principes généraux . . . . .	250

## TITRE III

**Les droits subjectifs**

236. Plan . . . . .	252
---------------------	-----

## CHAPITRE I

**Les classifications des droits et des choses**

237. Plan . . . . .	253
---------------------	-----

*Section I. — Les classifications des droits*

238. Droits politiques, droits publics et droits privés . . . . .	253
239. Classification des droits privés . . . . .	254

*§ 1. — Droits patrimoniaux et droits extra-patrimoniaux*

240. Droits patrimoniaux . . . . .	254
241. Droits extra-patrimoniaux . . . . .	254

<i>§ 2. — Division des droits patrimoniaux</i>	
242. Différentes catégories . . . . .	257
I. — Droits réels et droits personnels	
243. Droits réels. Notions générales . . . . .	257
244. Droits réels principaux. Le droit de propriété . . . . .	258
245. Démembrements de la propriété . . . . .	259
246. Droits personnels ou droits de créance . . . . .	259
247. Comparaison du droit réel et du droit personnel . . . . .	260
248. Exécution des obligations : égalité entre les créanciers . . .	262
249. Sûretés. Droits réels accessoires . . . . .	263
250. Valeur de la distinction du droit réel et du droit personnel . .	264
251. Rapprochement entre les deux catégories de droits . . . . .	266
II. — Droits intellectuels	
252. Traits caractéristiques des droits intellectuels . . . . .	267
III. — Les biens	
253. Biens corporels et biens incorporels . . . . .	268
Section II. — <i>Les classifications des choses</i>	
254. Fondement des principales distinctions des choses . . . . .	269
<i>§ 1. — Classifications fondées sur l'appropriation des choses et sur leur situation eu égard au commerce juridique</i>	
255. Choses appropriées et choses sans propriétaire . . . . .	269
256. Choses dans le commerce et choses hors du commerce . . .	270
257. Biens appartenant aux particuliers et biens du domaine de l'État . . . . .	270
258. Domaine public . . . . .	271
259. Domaine privé . . . . .	272
<i>§ 2. — Classifications fondées sur l'utilisation ou le rôle économique des choses</i>	
260. I. Choses consomptibles et non consomptibles . . . . .	273
261. II. Choses fongibles et non fongibles . . . . .	273
262. Observations communes à la consomptibilité et à la fongibilité . . . . .	274
263. III. Capitaux, fruits et produits . . . . .	274
Section III. — <i>Meubles et immeubles</i>	
<i>§ 1. — Généralités</i>	
264. Caractère fondamental de la distinction . . . . .	275
265. Origine historique . . . . .	275
266. Intérêts actuels de la distinction . . . . .	276
<i>§ 2. — Les immeubles</i>	
267. Énumération . . . . .	278
268. I. Première catégorie : immeubles par nature . . . . .	279
269. II. Deuxième catégorie : immeubles par destination . . . .	280

## TABLE DES MATIÈRES

493

270. Conditions de l'immobilisation par destination . . . . .	281
271. Première sorte : choses affectées au service et à l'exploitation d'un fonds . . . . .	282
272. Affectation agricole . . . . .	283
273. Affectation industrielle . . . . .	283
274. Affectation commerciale . . . . .	284
275. Affectation au service particulier d'une maison, d'un édifice quelconque . . . . .	284
276. Deuxième sorte : choses attachées au fonds à perpétuelle demeure . . . . .	285
277. Différences entre les immeubles par nature et les immeubles par destination . . . . .	286
278. III. Troisième catégorie : immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent . . . . .	287
279. IV. Quatrième catégorie : immeubles par déclaration du propriétaire . . . . .	291

§ 3. — *Les meubles*

280. Diverses catégories . . . . .	291
281. Première catégorie : meubles par leur nature (meubles corporels) . . . . .	292
282. Titres au porteur . . . . .	292
283. Deuxième catégorie : meubles incorporels. Divers groupes . .	293
284. 1 <sup>o</sup> Droits réels portant sur des meubles . . . . .	293
285. 2 <sup>o</sup> Droits de créance . . . . .	293
286. Rentes. Diverses sortes de rentes . . . . .	294
287. Les rentes dans notre Ancien Droit . . . . .	295
288. Transformation du régime des rentes par le code civil . . . .	295
289. 3 <sup>o</sup> Parts des associés dans les sociétés : actions et intérêts . .	296
290. 4 <sup>o</sup> Actions en justice mobilières . . . . .	297
291. 5 <sup>o</sup> Droits intellectuels. A. Offices ministériels . . . . .	297
292. B. Droits de propriété littéraire ou artistique . . . . .	298
293. C. Droits sur les lettres missives . . . . .	299
294. D. Droits de propriété industrielle . . . . .	300
295. E. Fonds de commerce . . . . .	300
296. Troisième catégorie : meubles par anticipation. Notion . . .	300
297. Applications . . . . .	301
298. Intérêts de la mobilisation par anticipation . . . . .	301
299. Portée de la mobilisation par anticipation à l'égard des tiers .	301

## CHAPITRE II

**Acquisition, transmission et extinction des droits**

300. Faits juridiques . . . . .	305
301. Actes juridiques et faits juridiques . . . . .	305
302. Plan . . . . .	306

Section I. — *Les faits juridiques*

303. Absence de théorie générale . . . . .	306
--	-----

*§ 1. — Faits juridiques naturels et involontaires*

304. Énumération . . . . .	306
305. I. Faits se rattachant à la vie des personnes physiques . . . . .	306
306. II. Cas fortuit ou de force majeure . . . . .	307
307. III. Prescription . . . . .	307

*§ 2. — Faits juridiques volontaires*

308. Notion générale . . . . .	309
309. I. Faits générateurs de la responsabilité civile . . . . .	309
310. II. Enrichissement sans cause . . . . .	311
311. III. Gestion d'affaires . . . . .	311
312. IV. Possession . . . . .	312

Section II. — *Les actes juridiques**§ 1. — Généralités*

313. I. Classification des actes juridiques. Énumération des divisions . . . . .	313
314. Actes unilatéraux et actes bilatéraux (ou contrats) . . . . .	313
315. Actes à titre gratuit et actes à titre onéreux . . . . .	314
316. Actes de conservation, d'administration, de disposition . . . . .	314
317. Actes entre vifs et actes à cause de mort . . . . .	315
318. II. Heurt de la doctrine de l'autonomie de la volonté et des doctrines sociales . . . . .	315

*§ 2. — Conditions de validité des actes juridiques et sanction des conditions requises*

## I. Conditions de validité

319. Énumération . . . . .	316
320. I. Volonté . . . . .	316
321. 1 <sup>o</sup> De qui doit émaner le consentement? La représentation .	317
322. 2 <sup>o</sup> Quelles conditions doit remplir le consentement? Défaut de consentement. Vices du consentement . . . . .	318
323. 3 <sup>o</sup> En quelle forme doit se manifester le consentement? Notions historiques . . . . .	321
324. Conception du code civil . . . . .	321
325. Différentes espèces de formes . . . . .	322
326. Renaissance contemporaine du formalisme . . . . .	323
327. II. Capacité . . . . .	325
328. III. Objet . . . . .	325
329. Influence de l'ordre public . . . . .	325
330. IV. Cause . . . . .	326

## II. Sanctions des conditions de validité

331. Notion générale . . . . .	327
332. A. Nullité des actes juridiques : nullités absolues et nullités relatives . . . . .	327
333. Nullité absolue et inexistance . . . . .	329
334. B. Régularisation . . . . .	330
335. C. Inopposabilité . . . . .	331
336. D. Résolution . . . . .	331

§ 3. — *Effets des actes juridiques*

337. A. Force obligatoire de l'acte juridique . . . . .	332
338. B. La relativité des effets des actes juridiques. Effet et opposabilité des actes juridiques . . . . .	333
339. A l'égard de qui se produisent les effets des actes juridiques ? . . . . .	333
340. Situation des créanciers chirographaires . . . . .	336
341. Dérogations à la règle de la relativité des effets des actes juridiques . . . . .	336

Section III. — *Les modes d'acquisition, de transmission et d'extinction des droits*§ 1. — *Acquisition et transmission des droits*

342. Modes originaires et modes dérivés . . . . .	338
343. I. Modes originaires d'acquisition des droits (création des droits) . . . . .	338
344. II. Modes dérivés d'acquisition des droits (transmission des droits). Dans quelle mesure les droits sont transmissibles? . . . . .	339
345. Rôle de l'acte juridique et du fait juridique . . . . .	340
346. Les divers modes de transmission des droits . . . . .	340
347. Effets de la transmission. La règle « nemo plus juris » . . . . .	341

§ 2. — *Extinction des droits*

348. Généralités . . . . .	341
349. Causes d'extinction procédant de la volonté . . . . .	342
350. Causes d'extinction en dehors de la volonté . . . . .	342

§ 3. — *Diverses modalités susceptibles d'affecter les droits*

351. Droits purs et simples et droits assortis d'une modalité . . . . .	344
352. A. Modalités affectant le droit dans son existence ou dans son extinction. 1 <sup>o</sup> Le terme . . . . .	344
353. 2 <sup>o</sup> La condition . . . . .	345
354. Comparaison du terme et de la condition . . . . .	345
355. Droit conditionnel et droit éventuel . . . . .	347
356. B. Modalités relatives aux sujets de droit. 1 <sup>o</sup> Généralités. Obligations conjointes . . . . .	348
357. 2 <sup>o</sup> Obligations solidaires . . . . .	348
358. 3 <sup>o</sup> Obligations <i>in solidum</i> . . . . .	349
359. 4 <sup>o</sup> Obligations indivisibles . . . . .	350
360. C. Modalités relatives à l'objet de l'obligation. Obligations conjonctives, alternatives et facultatives . . . . .	350

## CHAPITRE III

## Patrimoine et universalités des droits

361. Généralités . . . . .	352
----------------------------	-----

Section I. — *La notion classique de patrimoine*

362. Définition et caractères du patrimoine . . . . .	353
363. A. Le patrimoine ne renferme que des rapports de droit pécuniaires . . . . .	354

364. B. Le patrimoine est une universalité juridique . . . . .	354
365. C. Le patrimoine est lié à la personne . . . . .	355

Section II. — *Le recul de la notion classique de patrimoine*

366. Inconvénients de la théorie classique . . . . .	357
367. Les deux crises de la notion classique de patrimoine . . . . .	358

§ 1. — *Une crise interne*

368. Théorie du patrimoine d'affectation. . . . .	358
369. Universalités autres que le patrimoine de la personne . . . . .	359
370. Patrimoine et limitation de la responsabilité . . . . .	361

§ 2. — *Une crise externe*

371. La notion économique d'entreprise . . . . .	363
372. La notion juridique d'entreprise . . . . .	365

CHAPITRE IV

**La preuve des droits**

373. Généralités et importance du problème de la preuve . . . . .	368
374. Questions à résoudre . . . . .	368
375. Textes . . . . .	369
376. Caractères des règles sur la preuve. Conventions sur la preuve . . . . .	369
377. Plan . . . . .	370

Section I. — *Principes généraux du droit des preuves*

§ 1. — *Charge de la preuve*

378. Le problème. Opposition traditionnelle entre l'instance civile et l'instance pénale . . . . .	370
379. Le rôle du juge en matière de preuve dans les instances civiles . . . . .	371
380. Rôle des parties . . . . .	374

§ 2. — *Objet de la preuve*

381. Distinction entre la règle de droit et le fait . . . . .	376
382. Présomptions légales. Notion . . . . .	378
383. Énumération des présomptions légales . . . . .	379
384. Force probante des présomptions légales : présomptions relatives et présomptions absolues . . . . .	380
385. Critérium de la distinction. . . . .	381

Section II. — *Les divers modes de preuve*

386. Généralités . . . . .	382
387. Plan . . . . .	382

§ 1. — *La preuve littérale*

388. Définition. Avantages de ce mode de preuve . . . . .	383
389. Classification des écrits susceptibles d'être utilisés comme preuve . . . . .	383

## I. — Les actes

390. Actes authentiques et actes sous seing privé. Définition. Plan . . . . .	384
A. — Différences relatives aux formalités de rédaction	
391. a) Actes authentiques. Conditions de l'authenticité . . . . .	385
392. Sanctions . . . . .	386
393. b) Actes sous seing privé. Principe de la liberté . . . . .	386
394. La signature . . . . .	387
395. Actes sous seing privé soumis à des formalités spéciales . .	387
396. 1 <sup>o</sup> Actes relatant des conventions synallagmatiques; forma- lité du « double » . . . . .	387
397. 2 <sup>o</sup> Actes constatant des promesses unilatérales de sommes d'argent ou de choses appréciables en argent; formalité du « bon pour » ou « approuvé » . . . . .	389
B. — Différences quant à la force probante	
398. a) Les actes authentiques. Force probante particulière . . . . .	391
399. Force probante quant à l'origine de l'acte . . . . .	391
400. Force probante quant au contenu de l'acte . . . . .	392
401. b) Force probante des actes privés . . . . .	393
402. 1 <sup>o</sup> Quant à leur origine . . . . .	393
403. 2 <sup>o</sup> Quant à la foi due au contenu de l'acte . . . . .	394
404. 3 <sup>o</sup> Quant à la foi due à la date . . . . .	394
405. Comment un acte sous seing privé acquiert-il date certaine à l'égard des tiers? . . . . .	394
406. Détermination des parties et des tiers pour l'application de l'article 1328 . . . . .	395
407. Exceptions à la règle de l'article 1328. Cas dans lesquels les tiers ne sont pas admis à opposer le défaut de date certaine . . . . .	396
C. — Différences relatives à l'utilisation et à la conservation des actes	
408. a) Actes sous seing privé. Actes primordiaux et actes réco- gnitifs . . . . .	397
409. b) Actes authentiques . . . . .	398

## II. — Autres écrits signés ou non signés

410. Énumération . . . . .	399
411. Lettres missives . . . . .	399
412. Registres et papiers domestiques . . . . .	400
413. Écritures mises sur un titre ou sur une quittance . . . . .	400
414. Livres de commerce . . . . .	401

§ 2. — *Le témoignage*

415. Définition de la preuve testimoniale . . . . .	401
416. Historique . . . . .	402
417. Force probante du témoignage . . . . .	402

§ 3. — *Les présomptions*

418. Présomptions légales et présomptions de fait ou de l'homme .	403
419. Présomptions de fait ou de l'homme. Notion . . . . .	403
420. Force probante . . . . .	403
421. Admissibilité . . . . .	404

§ 4. — <i>L'aveu</i>	
422. Notions générales . . . . .	404
423. Conditions de recevabilité . . . . .	405
424. I. Aveu judiciaire. Définition . . . . .	406
425. Force probante de l'aveu judiciaire . . . . .	406
426. Indivisibilité de l'aveu judiciaire . . . . .	406
427. Irrévocabilité de l'aveu judiciaire. . . . .	408
428. II. Aveu extrajudiciaire. Notion . . . . .	408
429. Force probante de l'aveu extrajudiciaire . . . . .	408
§ 5. — <i>Le serment</i>	
430. Notions générales. Diverses variétés de serments . . . . .	409
431. I. Serment décisoire. Mécanisme général . . . . .	409
432. Nature juridique du serment décisoire . . . . .	410
433. Conditions du serment décisoire . . . . .	410
434. Effets du serment décisoire . . . . .	411
435. II. Serment supplétoire. Conditions de la délation . . . . .	412
436. Différences avec le serment décisoire . . . . .	413
437. III. Serment en plaids ou in litem . . . . .	413
Section III. — <i>L'admissibilité des procédés de preuve</i>	
§ 1. — <i>Généralités</i>	
438. Les deux conceptions : limitations ou liberté de la preuve . . . . .	414
439. Système de preuve en droit civil . . . . .	414
§ 2. — <i>Preuve des actes juridiques</i>	
440. L'article 1341 du code civil, règle de preuve. Primaute de la preuve écrite. . . . .	415
441. Première règle : il doit être passé acte de toutes choses excédant la somme de 50 francs . . . . .	415
442. Deuxième règle : interdiction de prouver par témoins contre et outre le contenu de l'écrit . . . . .	416
443. La disposition de l'article 1341 est-elle d'ordre public? . . . . .	417
444. Exceptions à la nécessité de la preuve écrite. — 1 <sup>er</sup> groupe d'exceptions : autorité de l'aveu et du serment . . . . .	418
445. 2 <sup>e</sup> groupe d'exceptions : admission de la preuve par témoins ou présomptions de fait . . . . .	418
446. 1 <sup>o</sup> Opérations commerciales . . . . .	418
447. 2 <sup>o</sup> Commencement de preuve par écrit . . . . .	419
448. 3 <sup>o</sup> Impossibilité de se procurer un écrit. . . . .	422
449. 4 <sup>o</sup> Fraude à la loi . . . . .	426
450. 5 <sup>o</sup> L'acte juridique et les tiers . . . . .	426
§ 3. — <i>Preuve des faits juridiques</i>	
451. Principe de la liberté de la preuve . . . . .	427
452. Exceptions : faits concernant l'état des personnes . . . . .	428
TITRE IV	
Les sanctions	
453. Généralités . . . . .	429

## CHAPITRE I

**L'existence de sanctions**

454. Plan . . . . .	431
---------------------	-----

*Section I. — Le domaine des sanctions*

455. Droit et sanction . . . . .	431
----------------------------------	-----

*§ 1. Les règles imparfaites*

456. Discussion . . . . .	431
---------------------------	-----

*§ 2. — Les obligations naturelles*

457. Notion générale. . . . .	432
458. Fondement de l'obligation naturelle . . . . .	432
459. Cas d'obligations naturelles . . . . .	434
460. Effets des obligations naturelles . . . . .	436

*Section II. — Les sortes de sanctions*

461. A: Sanctions administratives . . . . .	436
462. B. Sanctions pénales . . . . .	439
463. C. Sanctions disciplinaires . . . . .	440
464. D. Sanctions civiles . . . . .	440
465. 1 <sup>o</sup> Les moyens de contrainte. . . . .	441
466. a) Les moyens directs . . . . .	441
467. b) Les moyens indirects . . . . .	443
468. 2 <sup>o</sup> Les modes de réparation ou de punition . . . . .	444

## CHAPITRE II

**L'application des sanctions**

469. Plan . . . . .	447
---------------------	-----

*Section I. — Domaine d'application des sanctions*

470. Généralités . . . . .	447
471. Le recours aux sanctions . . . . .	447

*Section II. — Réalisation contentieuse des droits subjectifs*

472. Plan . . . . .	448
---------------------	-----

*§ 1. — L'action en justice*

473. Définition de l'action en justice . . . . .	449
474. Autres variétés de l'action en justice . . . . .	450
475. Conditions de l'action en justice . . . . .	450
476. Classification des actions . . . . .	453

§ 2. — *L'instance*

477. Généralités . . . . .	454
478. Caractères généraux du procès civil . . . . .	455
479. Modes d'expression dans le procès civil . . . . .	457
480. Procédure ordinaire devant le tribunal de grande instance . . . . .	459

§ 3. — *Le jugement*

## I. Notions générales

481. A. L'acte juridictionnel . . . . .	461
482. B. Différentes sortes de décisions judiciaires . . . . .	462
483. 1 <sup>o</sup> Ordonnances, jugements, arrêts . . . . .	462
484. 2 <sup>o</sup> Décisions contentieuses et décisions gracieuses . . . . .	463
485. 3 <sup>o</sup> Jugements d'avant dire droit et jugements sur le fond . . . . .	463
486. 4 <sup>o</sup> Jugements déclaratifs et jugements constitutifs . . . . .	464

## II. Rédaction des jugements

487. Diverses parties du jugement . . . . .	464
---	-----

## III. Effets des jugements

488. Énumération . . . . .	466
A. Force exécutoire	
489. Notion générale. Conditions . . . . .	466
B. Dessaisissement du juge	
490. Notion générale. . . . .	466
C. Autorité de la chose jugée	
491. 1 <sup>o</sup> Notion et fondement de l'autorité de la chose jugée . . . . .	467
492. 2 <sup>o</sup> Effets de la chose jugée . . . . .	467
493. 3 <sup>o</sup> Domaine de l'autorité de la chose jugée . . . . .	468
494. 4 <sup>o</sup> Conditions de l'autorité de la chose jugée . . . . .	469
495. a) Identité d'objet . . . . .	469
496. b) Identité de cause . . . . .	469
497. c) Identité de personnes. Principe de l'autorité relative de la chose jugée . . . . .	471
498. Limitations du principe de l'autorité relative de la chose jugée . . . . .	472

INDEX ALPHABÉTIQUE . . . . .	475
------------------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES . . . . .	483
------------------------------	-----